



Conférence Générale
31e session
Rapport

Генеральная конференция
31-я сессия
Доклад

rep

Paris 2001

General Conference
31st session
Report

المؤتمر العام
الدورة الحادية والثلاثون
تقرير

Conferencia General
31ª reunión
Informe

大会
第三十一届会议
报告

31 C/REP/2
10 septembre 2001
Original anglais

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT
INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DE L'EDUCATION
SUR LES ACTIVITES DE L'INSTITUT (2000-2001)**

PRESENTATION

Source : Article IV des Statuts de l'Institut international de planification de l'éducation (IPE).

Antécédents : Conformément à cet article, le Conseil d'administration de l'IPE soumet à la Conférence générale son rapport sur les activités de l'Institut.

Objet : Le rapport décrit, dans leurs grandes lignes, les programmes de formation et de recherche de l'Institut dans le domaine de la planification et de l'administration de l'éducation, son programme de diffusion ainsi que les moyens institutionnels et financiers dont dispose l'IPE pour la mise en oeuvre de ses activités.

L'exercice biennal 2000-2001 constitue la dernière phase du Sixième plan à moyen terme de l'IPE. Au cours de cette période, l'Institut s'est employé à continuer de décentraliser la mise en oeuvre de ses activités en consolidant et en développant ses réseaux de partenaires dans les Etats membres, notamment en Asie par le biais d'ANTRIEP, en Afrique australe via SACMEQ et en Amérique latine par le truchement de son bureau à Buenos Aires. L'IPE participe toujours activement aux activités de l'UNESCO, contribuant en particulier aux programmes de l'Education pour tous (EPT) et de lutte contre le VIH/sida.

Décision requise : Le présent rapport n'appelle pas de décision.

Introduction

1. Au nom du Conseil d'administration de l'IIPE, j'ai le plaisir de présenter ci-joint le rapport sur les activités de l'Institut pour l'exercice biennal 2000-2001. Le Conseil d'administration se réunit chaque année et, dans le cadre de sessions plénières et de groupes de travail, passe en revue de façon approfondie les résultats des travaux de l'Institut, formule des recommandations et des principes directeurs et approuve le budget annuel. La liste des membres du Conseil figure à l'*Appendice 4*.

2. Le rapport va montrer que, dans l'ensemble, l'IIPE a mené à bien les activités prévues (document 30 C/5 approuvé) : soutien apporté au renforcement des capacités de planification et de gestion des systèmes éducatifs dans les Etats membres ; formation des responsables de l'éducation grâce au Programme de formation avancée, cours de formation spécialisée de courte durée, cours d'enseignement à distance et forums d'orientation. Lors de cet exercice biennal, un programme spécial a été adopté à l'intention des anciens élèves de l'Institut en vue d'actualiser régulièrement les connaissances et les expériences acquises grâce à l'Internet ; des activités d'étude et de recherche ont été menées, conformément aux priorités globales du grand programme I ; la diffusion à grande échelle des publications et les activités opérationnelles ont contribué au développement des capacités institutionnelles dans les Etats membres.

3. L'IIPE a continué de décentraliser la mise en oeuvre de ses activités qui s'articulent autour des grands programmes suivants : ***Observation, Activités de formation, Diffusion, Grands thèmes de recherche, Activités opérationnelles et Coopération internationale***, en (i) consolidant et développant ses réseaux de partenaires dans les Etats membres (instituts de recherche et de formation, bureaux de planification des ministères de l'éducation, membres d'associations professionnelles, anciens élèves de l'IIPE et organismes de coopération internationale et bilatérale) ; (ii) développant ses activités en Asie à travers son Réseau asiatique d'institutions de formation et de recherche en planification d'éducation (ANTRIEP) ; (iii) appuyant le Consortium d'Afrique australe pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ) et (iv) par l'intermédiaire de son bureau à Buenos Aires, axé sur les besoins propres à l'Amérique latine. L'Institut joue aussi un rôle actif dans les divers programmes de l'UNESCO, concernant notamment le VIH/sida, puisqu'il a participé à la fois au Forum mondial sur l'éducation de Dakar et aux activités de suivi.

4. En dépit d'une "situation plutôt critique", caractérisée par la restriction des crédits consacrés au développement, l'IIPE a réussi à maintenir ses ressources extrabudgétaires à un niveau élevé et exprime sa gratitude aux Etats membres, aux organismes de coopération et aux établissements financiers pour la générosité de leur concours, ainsi qu'au Directeur général de l'UNESCO, pour la confiance envers l'Institut, son mandat et son programme.

5. Ce exercice biennal marque la fin du Sixième plan à moyen terme de l'Institut. Lors de la 39e session du Conseil d'administration (novembre 2000), les débats ont essentiellement porté sur le Septième plan à moyen terme (2002-2007), approuvé par son comité exécutif en juin 2001. L'IIPE est donc prêt à mettre en application son Septième plan et continuera à servir les intérêts des Etats membres de l'UNESCO ainsi que la cause de l'éducation pour le développement.

6. Le plan 2002-2007 a pleinement pris en compte les trois objectifs stratégiques de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation, à savoir – (i) promouvoir l'éducation en tant que droit fondamental, (ii) améliorer la qualité de l'éducation, (iii) promouvoir l'expérimentation, l'innovation, la diffusion et le partage en matière d'éducation – ainsi que les deux thèmes transversaux que constituent l'élimination de la pauvreté et la contribution des nouvelles technologies de l'information et de la communication au développement de l'éducation. Le plan de l'IPE joue aussi un rôle prépondérant dans les activités d'éducation pour tous et dans le programme relatif au VIH/sida pour lequel le Directeur de l'Institut a été nommé coordonnateur à l'UNESCO.

Dato' Asiah bt. Abu Samah
Président du Conseil d'administration de l'IPE

Programmes

7. Les grands programmes de l'IPE ont trait aux activités de formation, à l'observation, à la recherche et aux études, aux activités opérationnelles, à la diffusion, à la constitution de réseaux et à la coopération internationale.

8. En ce qui concerne les **activités de formation**, au cours des deux années considérées, deux sessions du Programme de formation avancée (1999-2000 et 2000-2001) ont été organisées. L'année 2000-2001 a été une année de transition au cours de laquelle ont été adoptés un système individuel d'évaluation des stagiaires et un "diplôme international". Des stages de formation de courte durée sont également organisés à l'intention des stagiaires qui préfèrent opter pour certains modules spécifiques au lieu de suivre le programme dans son intégralité. En outre, 34 cours intensifs de formation, ateliers et séminaires sur divers sujets ont été organisés dans toutes les régions, ainsi que des activités d'enseignement à distance et des forums sur Internet. Des organismes donateurs demandent parfois des stages à l'intention de leur personnel et l'IPE fait de son mieux pour leur donner satisfaction. Grâce aux enseignements tirés des différents cours qui ont eu lieu pendant le Sixième plan à moyen terme, l'IPE dispose maintenant d'une vaste collection de matériels didactiques à utiliser ultérieurement. Enfin, l'Institut reçoit des groupes que lui adressent des établissements ou des universités et qui viennent pendant un jour ou deux se familiariser avec les activités de l'Institut (voir Appendice 1).

9. Le principal objectif du **programme d'études et de recherche** de l'Institut est de faire progresser la compréhension des dynamiques sociale, économique et politique du développement de l'éducation, favorisant ainsi un ensemble de connaissances qui est pertinent pour les activités de planification du développement et la réforme de l'éducation. Cela englobe l'identification des principaux domaines d'étude, l'élaboration d'un cadre de recherche conceptuelle, la mise au point et l'expérimentation de techniques analytiques appropriées, la collecte et le traitement des données ainsi que la présentation des conclusions dans les publications, les séminaires et les programmes de formation. Conformément à son Sixième plan à moyen terme, quatre grands domaines de recherche ont été sélectionnés : (i) l'amélioration de la qualité de l'éducation de base, (ii) les politiques et stratégies applicables à l'enseignement du second degré, (iii) les stratégies d'éducation et de formation à l'intention des groupes défavorisés et (iv) l'efficacité en matière d'organisation, de gestion et de financement. Au moment où le Sixième plan touche à sa fin, les dernières phases des divers programmes s'achèvent et les rapports de synthèse sont en préparation. Un programme supplémentaire consacré à l'"Observation" permet à l'Institut d'être attentif à l'évolution des

tendances de la planification de l'éducation afin d'alimenter les programmes et les activités de l'Institut et de les modifier ou de les renouveler en tant que de besoin. Cette fonction d'observation lui permet notamment de suivre l'évolution des besoins des Etats membres et de rester à l'écoute des demandes nouvelles découlant des transformations sociales et économiques actuelles.

10. Les forums sur les politiques et les monographies comptent parmi les principales manifestations conduites au titre du *programme Observation*. Au titre du suivi de la recherche portant sur la gestion des liens université-industrie, un forum d'orientation de deux jours consacré à la *Gestion des liens université-industrie* (juin 2000) a permis de récapituler et de diffuser les conclusions de cette recherche auprès d'un public composé de 30 responsables nationaux et institutionnels, ainsi que de gestionnaires des liens université-industrie et représentants d'organisations internationales. Un *Atelier consacré à l'impact du VIH/sida sur les systèmes éducatifs* (septembre 2000) a réuni une cinquantaine de chercheurs, planificateurs et représentants issus d'organismes d'aide actifs dans tous les pays sérieusement touchés par la pandémie de VIH/sida en Afrique et en Asie. Le virus du VIH/sida bouleverse les systèmes éducatifs en Afrique, en Europe orientale et en Asie. Ses répercussions se font sentir sur la demande, l'accessibilité et la qualité de l'éducation. L'atelier avait pour objet d'encourager la mise en commun d'expériences et d'opinions entre personnes travaillant dans différents pays, de cerner les besoins de formation des planificateurs et des gestionnaires de l'éducation dans le contexte du VIH/sida, et de définir les domaines appelant des recherches ultérieures. Un *Séminaire international sur le financement et le budget du système éducatif* (Buenos Aires, novembre 2000) a étudié les expériences et les questions ayant trait au financement de l'éducation dans le contexte des grandes réformes des systèmes éducatifs entreprises ces dernières années par suite de la baisse des crédits. Un forum international sur *Le contrôle et l'organisation des ministères de l'éducation*, tenu en juin 2001, a réuni une trentaine de responsables de haut niveau, ainsi que des spécialistes de l'administration publique originaires d'Afrique, des Etats arabes, d'Asie et du Pacifique, d'Europe orientale et occidentale et d'Amérique latine en vue d'évoquer les préoccupations actuelles et les différentes options en matière d'organisation des ministères de l'éducation tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. L'IPE-Buenos Aires, de concert avec l'Organisation des Etats ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI), a conduit deux ateliers destinés aux journalistes chargés de la rubrique Education dans des journaux latino-américains, espagnols ou portugais. Ces ateliers visaient à communiquer aux participants les informations les plus récentes sur des questions d'actualité dans le domaine de l'éducation.

11. En ce qui concerne les *tendances de la planification de l'éducation*, six auteurs et six titres d'ouvrages ont été sélectionnés par le Comité de rédaction pour la collection "Principes de la planification de l'éducation", et les ouvrages ci-après ont été publiés en anglais et en français : *Mondialisation et réforme de l'éducation : ce que les planificateurs doivent savoir*, M. Carnoy, *Education de la prime enfance : nécessités et possibilités*, D. Weikart, *Améliorer l'efficacité de l'école*, J. Scheerens, *Les aspects juridiques de la planification de l'éducation*, C. Durand Prinborgne, *La planification de l'éducation dans le contexte du VIH/sida*, M. Kelly, et *La recherche quantitative au service des politiques éducatives*, S. J. Hite. La série à succès des *séminaires sur les problèmes actuels en matière de planification de l'éducation* a continué d'attirer des visiteurs à l'IPE et de susciter des débats stimulants, appréciés tant par le personnel de l'Institut que par les participants au Programme de formation avancée.

12. Le programme intitulé **Améliorer la qualité de l'éducation de base** est mis en oeuvre en insistant sur la nécessité d'une gestion plus souple et plus efficace des systèmes éducatifs. Au cours de l'exercice biennal, ce programme s'est concentré sur trois éléments : (i) *améliorer les structures d'inspection et de soutien aux enseignants*, (ii) *mettre en place des systèmes d'information pour la gestion au niveau local* et (iii) *atténuer l'incidence du VIH/sida sur l'éducation*. Au titre du projet intitulé "Améliorer les structures d'inspection et de soutien aux enseignants", des activités de recherche ont été menées en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les travaux sont achevés et l'attention s'est portée sur la diffusion des conclusions auprès des décideurs et sur l'élaboration des matériels didactiques qui serviront à organiser les cours de formation. Un guide d'orientation, concis et d'un emploi facile, sur "La réforme de l'inspection scolaire" est en préparation. Le projet intitulé "Mettre en place des systèmes d'information pour la gestion au niveau local", reposant sur les travaux antérieurs de l'Institut, vise à constituer une base d'information au niveau local en vue de faciliter les opérations de gestion et de planification et le suivi quotidien de la qualité de l'enseignement par des inspecteurs et des conseillers pédagogiques. Eu égard au projet "Atténuer l'incidence du VIH/sida sur l'éducation", une gamme d'activités a été lancée pour donner suite au séminaire, parmi lesquelles figurent la création d'un centre d'échange d'informations, la participation active au groupe de travail ONUSIDA/UNICEF sur ce thème et la coordination de l'élaboration de la *stratégie de l'UNESCO sur l'éducation préventive relative au VIH/sida*.

13. Au titre du programme sur **Les politiques et stratégies de l'enseignement secondaire**, l'IIPE s'intéresse de près au nombre d'adolescents qui cherchent à entrer dans des établissements secondaires ou qui souhaitent accéder à une forme d'enseignement secondaire. Plusieurs pays d'Afrique et d'Asie ont allongé la durée de l'éducation de base de façon à y inclure le premier cycle du secondaire, s'engageant ainsi à offrir 9, 10, voire 12 années d'éducation pour tous. Les questions soulevées par cette mesure sont nombreuses sous l'angle du financement, des programmes, de l'égalité des chances et de la préparation au monde du travail. L'IIPE a organisé une session sur ce thème dans le cadre du Forum mondial sur l'éducation de Dakar, et mené des recherches sur le financement de l'enseignement secondaire, l'enseignement secondaire à distance, et sur les nouvelles tendances de l'enseignement technique et professionnel.

14. Le programme sur les **Stratégies d'éducation et de formation pour les groupes défavorisés** s'est concrétisé par la publication de plusieurs "états des lieux" analysant le type de programmes organisés dans différentes parties du monde et décelant les questions non résolues, et de plusieurs études de cas et monographies consacrées à des programmes spécifiques d'éducation et de formation en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Un rapport de synthèse sur l'éducation, la formation et l'élimination de la pauvreté est en préparation.

15. Le programme sur **L'efficacité en matière d'organisation, de gestion et de financement** portait sur : (i) "le financement, les coûts et les modalités budgétaires relatives à l'éducation", (ii) "la gestion des institutions dans l'enseignement supérieur" et (iii) "la gestion du corps enseignant". Les activités liées au premier point se décomposaient comme suit : analyse de l'établissement du budget et de sa mise en oeuvre, assistance aux pays pour mettre sur pied des systèmes d'information sur les dépenses éducatives (englobant l'ensemble des dépenses éducatives de source publique, privée ou externe, pour chaque niveau d'enseignement et chaque catégorie d'établissement), et analyse des écoles privées et communautaires. Onze études de cas ont été élaborées et publiées dans ce domaine.

16. Le projet relatif à "*L'enseignement supérieur*" abordait des questions liées à la gestion des institutions dans les périodes de diminution des fonds publics et à la gestion des relations entre l'université et l'industrie. La diversification des sources de financement et la promotion du secteur privé dans l'enseignement supérieur sont considérées comme des solutions fiables. Quelle que soit l'origine des pressions extérieures (le grand public ou les mécanismes du marché), les établissements d'enseignement supérieur ont dû procéder à bien des changements pour y faire face. Au cours de l'exercice, des études de cas ont été entreprises et un rapport de synthèse a été établi à la lumière des enseignements tirés tant au niveau institutionnel qu'au niveau national.

17. L'IIPE a aussi étudié *l'organisation, les orientations et les méthodes de gestion des personnels enseignants* dans diverses parties du monde, et organisé des ateliers sous-régionaux sur ce thème. Des questions connexes d'une importance cruciale telles que : l'évolution professionnelle et le déploiement des enseignants, l'absentéisme et le départ naturel, ainsi que la mise au point de bases de données destinées à la gestion des enseignants ont fait l'objet d'un examen approfondi à travers toute une gamme de monographies et d'études de cas. Il en est ressorti des conclusions et des enseignements fort utiles pour les responsables et les gestionnaires, en particulier en ce qui concerne l'élaboration des vérifications et l'amélioration des systèmes d'information et de suivi applicables à la gestion des enseignants.

18. Par le biais de diverses **activités opérationnelles**, l'IIPE a été à même d'appuyer et de mettre en oeuvre des activités dans un grand nombre d'Etats membres de toutes les régions grâce aux ressources provenant du Programme de participation de l'UNESCO, de Fonds-en-dépôt (FED), du PNUD et de la Banque mondiale, et grâce aussi à des contrats financés par certains Etats membres (voir Appendice 2).

19. La **diffusion** est l'une des tâches permanentes de l'Institut, lequel produit et publie ses propres documents et matériels ; il fait aussi office de centre de documentation. Au cours de l'exercice, 30 publications et documents ont été publiés dans six langues. Le *Bulletin trimestriel de l'IIPE* paraît en anglais, espagnol, français et russe. La mise en place d'un réseau de bibliothèques de dépôt se poursuit, l'Institut est de plus en plus présent sur l'Internet et la médiathèque de l'IIPE se développe. L'Institut dessert un réseau de 170 bibliothèques de dépôt, implantées dans toutes les régions qui reçoivent gratuitement et régulièrement ses publications et ses documents.

20. **Constitution de réseaux et coopération internationale** : l'IIPE entretient des relations régulières avec la communauté professionnelle et avec les instituts de formation et de recherche des Etats membres ; il coopère également avec les commissions nationales de l'UNESCO et avec diverses organisations nationales et internationales. Au titre de ce programme figurent les consortiums et réseaux ci-après : ANTRIEP, fondé dans le but de renforcer la collaboration entre instituts de formation et de recherche en éducation et administration et de promouvoir la planification de l'éducation en Asie ; et SACMEQ, réseau de ministères de l'éducation situés dans la sous-région d'Afrique australe, qui s'est employé à concevoir le deuxième projet de recherche en politique éducative du SACMEQ, plus vaste et plus complexe que le projet initial.

21. Comme par le passé, l'Institut a entretenu en 2000-2001 des contacts étroits avec les commissions nationales pour l'UNESCO qui jouent un rôle primordial en l'aidant à mettre en oeuvre ses programmes de formation, de recherche et de diffusion, et à organiser des visites

d'étude. La Commission nationale française pour l'UNESCO a continué à fournir une assistance précieuse à l'Institut pour l'accueil des stagiaires et l'administration de leurs bourses. Les accords de coopération, négociés avec le Secrétariat de l'UNESCO, et notamment avec le Bureau international d'éducation (BIE) de Genève, l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation de Hambourg (IUE) et les bureaux régionaux ont été maintenus. De plus, l'IIEP a apporté une contribution directe à plusieurs programmes et conférences organisés par l'UNESCO au cours de l'exercice biennal. La coopération professionnelle a été renforcée avec les organisations internationales intéressées par les domaines d'activité de l'Institut, en particulier avec le PNUD, l'UNICEF, l'OIT, l'OMS, la Banque mondiale et l'Union européenne. La coopération professionnelle avec les agences bilatérales devrait également être soulignée ; c'est le cas notamment avec les départements de coopération autrichien, danois, néerlandais, finlandais, français, allemand, islandais, indien, irlandais, italien, norvégien, suédois et suisse, ainsi qu'avec des fondations telles que la Fondation Aga Khan (AKF), l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), la Fondation allemande pour le développement international (DSE), la Fondation W.K. Kellogg, la Conférence épiscopale italienne. Enfin, la coopération s'est poursuivie avec les associations professionnelles, par exemple, le Centre régional de la SEAMEO pour l'enseignement supérieur et le développement (RIHED), l'Académie internationale de l'éducation (IAE), l'Academia Europaea et l'Association internationale pour l'évaluation éducative (AIEE).

22. L'Institut a continué à assumer la responsabilité du secrétariat du *Groupe international de travail sur l'éducation* (GITE), à accueillir l'*Association pour le développement de l'éducation en Afrique* (ADEA), à promouvoir et appuyer les activités professionnelles organisées et mises en oeuvre par les Associations nationales d'anciens élèves du Programme de formation avancée. Les membres du *Collège des consultants de l'IIEP* ont continué de fournir des services consultatifs, de formuler leurs observations sur les manuscrits et de participer aux consultations internationales organisées par l'Institut.

APPENDICE 1

Programme de formation avancée et recherche sur la formation

- Session 1999-2000 (septembre 1999 - mai 2000)
- Session 2000-2001 (septembre 2000 - mai 2001)
- Session 2001-2002 (septembre 2001 - mai 2002)
- Tronc commun de l'IIPE-Buenos Aires (2000 et 2001)

Formation de formateurs et autres activités de formation

1. Programme de formation de formateurs

- Enseignement, administration et planification (à l'intention de 50 responsables de l'éducation originaires de République dominicaine)
- Atelier sur l'élaboration de matériel de formation pour l'éducation universelle de base (Nigéria)

2. Cours intensifs de formation, ateliers et séminaires

- Réforme de l'inspection scolaire aux fins d'une amélioration qualitative (Asie)
- Systèmes d'information sur la gestion éducative (SIGE)
- Préparation de la rentrée scolaire (Liban)
- Carte scolaire et micro-planification (Argentine)
- Méthodes de recherche quantitative au service de la planification de la qualité de l'éducation (Inde)
- Méthodes informatisées de conception et d'évaluation des procédures d'échantillonnage dans les études à grande échelle portant sur la qualité de l'éducation (Viet Nam)
- Traitement des données et rapports sur les orientations suivies (pays du SACMEQ)
- Coûts, financement et procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (pays d'Afrique francophones)
- Coûts, financement et procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (pays d'Afrique anglophones)
- Coûts, financement et procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (pays d'Asie centrale et Mongolie)
- Coûts, financement et procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (pays d'Asie orientale)

- Coûts, financement et procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (pays d'Asie du Sud)
- Ecole d'été sur les coûts, le financement et les procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (à l'échelle mondiale)
- Gestion des établissements d'enseignement supérieur (pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique)
- Gestion des établissements d'enseignement supérieur (Caraïbes et Amérique latine)
- Gestion des établissements d'enseignement supérieur (Israël)
- Gestion financière des établissements d'enseignement supérieur (Amérique latine, Paris)
- Gestion des ressources stratégiques dans l'enseignement supérieur (pays d'Afrique australe)
- Gestion des enseignants (Afrique francophone)
- Gestion des enseignants (Maroc)
- Gestion et évaluation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (pays de la SADC)
- Enseignement primaire : gestion des établissements, valorisation des compétences de base en matière d'équipement, gestion dans le domaine pédagogique (Argentine)
- Plan de formation destiné aux chefs d'établissement et aux inspecteurs du système éducatif (province de Buenos Aires, Argentine)
- Evaluation du processus d'accréditation (Commission nationale d'évaluation et d'accréditation universitaire - CONEAU) (Argentine)
- Planification de la politique éducative à l'intention des responsables de l'éducation au niveau régional (Brésil)
- Planification de l'éducation à l'intention des techniciens du ministère de l'éducation et des autorités régionales (Pérou)

3. Activités d'enseignement à distance

- Gestion financière stratégique de quelques établissements d'enseignement supérieur sélectionnés (Asie)
- Gestion des relations université-industrie (région orientale de la Méditerranée)
- Elaboration d'indicateurs pour la planification de l'éducation (pays anglophones)

- Coûts, financement et procédures budgétaires dans le domaine de l'éducation (à l'échelle mondiale)
- Cours sur les relations université-industrie (pays d'Asie et d'Afrique australe, orientale et occidentale)
- Cours sur la gestion des relations université-industrie pour la région d'Europe orientale
- Cours sur la gestion financière stratégique des universités colombiennes
- Cours sur le diagnostic du secteur de l'éducation (pays asiatiques)
- Forum Internet sur le financement de l'enseignement secondaire (pays anglophones d'Afrique et d'Asie)

4. Préparation de matériels didactiques normalisés

- Réforme de l'inspection scolaire aux fins d'une amélioration qualitative
- Analyse sectorielle et élaboration de projets

5. Programmes de formation individualisée

6. Visiteurs occasionnels et groupes

APPENDICE 2

Programme 9, activités opérationnelles. Principaux projets pour 2000-2001

- Argentine
 - Accord conclu entre le Ministère argentin de l'éducation et l'IIPE-Buenos Aires concernant la conduite de projets de recherche
 - Le système éducatif dans la ville de Malagueño : structure, résultat et mesures proposées
 - Accord d'assistance technique conclu entre l'IIPE-Buenos Aires et la Province de Mendoza concernant les diagnostics et pronostics de l'éducation
- Botswana
 - Elaboration d'un Système d'information sur la gestion éducative (SIGE)
- Tchad
 - Appui technique au système d'information statistique du Ministère de l'éducation
- Colombie
 - Renforcement des capacités à l'intention des responsables colombiens de l'Institut pour la promotion de l'enseignement supérieur (ICFES)
- France
 - Appui à la rénovation du système national d'information sur les dépenses éducatives
- Grenade
 - Elaboration d'un plan de développement à long terme de son système éducatif
- Guinée
 - Renforcement des capacités avec la Direction nationale de l'enseignement supérieur de la République de Guinée
- Mali
 - Appui au système d'information du Ministère de l'éducation
- Mauritanie
 - Appui institutionnel à la Direction de la planification et de la coopération

- Maroc
 - Appui au programme d'éducation non formelle au Maroc
 - Consolidation de l'enseignement secondaire et technique au Maroc
 - Cours de gestion des personnels enseignants au Maroc
- Népal
 - Elaboration d'un plan détaillé pour la mise en place d'un système cohérent de collecte, d'analyse et de diffusion des données aux niveaux central et local
 - Mise au point d'un système efficace d'information sur la gestion éducative et renforcement des capacités pour le personnel travaillant au niveau du district, en particulier dans le domaine de la micro-planification
- Territoires relevant de l'Autorité palestinienne
 - Renforcement du Ministère de l'éducation de l'Autorité palestinienne grâce à l'utilisation de matériels didactiques pour l'éducation de base et à la formation des enseignants
 - Analyse et formulation de politiques pour le développement du Ministère de l'éducation
- Uruguay
 - Accord de coopération conclu entre l'Administration nationale de l'enseignement public (ANEP) de la République uruguayenne et l'IIPE de Buenos Aires

APPENDICE 3

Ressources financières et dépenses

	<u>2000</u> Sommes effectives (dollars)	<u>2001</u> Prévisions (dollars)
Recettes		
Allocation financière de l'UNESCO	2.298.999	2.450.000
Contributions volontaires		
Danemark	190.652	206.000
Finlande	290.957	300.000
Islande	3.097	3.400
Inde	--	9.000
Irlande	14.267	15.000
Norvège	1.565.121	1.400.000
Suède	476.411	567.500
Suisse	225.440	220.000
Contrats	1.517.809	1.370.757
Recettes diverses	<u>222.359</u>	<u>170.000</u>
Total	6.805.112	6.711.657
Dépenses		
Total	7.331.102*	6.576.500**
Assistance fournie en nature		
	Sommes effectives (dollars)	Prévisions (dollars)
Fonds-en-dépôt (y compris les coûts d'appui)	221.122	200.000
Programme de participation de l'UNESCO	85.000	150.000
Bourses, programme de formation annuelle	782.000	693.000
Bâtiments et entretien	<u>1.013.000</u>	<u>1.013.000***</u>
Total	2.101.122	2.056.000

* Dont 224.619 dollars transférés au Fonds de stabilisation.

** Dont 196.400 dollars à transférer au Fonds de stabilisation.

*** Don de la République française.

APPENDICE 4

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IIPE

Président :

Dato'Asiah bt. Abu Samah (Malaisie)
Directeur, Lang Education, Kuala Lumpur, Malaisie

Membres désignés :

M. Torkel Alfthan
Chef, Service des politiques de formation et de l'employabilité, Département de l'amélioration des compétences, Bureau international du travail (BIT), Genève, Suisse

M. Eduardo A. Doryan
Vice-Président, Réseau du développement humain (HDN), Banque mondiale, Washington D.C., Etats-Unis d'Amérique

M. Carlos Fortin
Sous-Secrétaire général, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Genève, Suisse

M. Edgar Ortegón
Directeur, Division des projets et de la programmation des investissements, Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES), Santiago, Chili

Membres élus :

M. José Joaquín Brunner (Chili)
Directeur, Programme relatif à l'éducation, Fundación Chile, Santiago, Chili

M. Klaus Hüfner (Allemagne)
Professeur, Freie Universität Berlin, Berlin, Allemagne

Mme Faïza Kefi (Tunisie)
Ministre de la formation professionnelle et de l'emploi, Tunis, Tunisie

Mme Teboho Moja (Afrique du Sud)
Professeur de l'enseignement supérieur, Université de New York, New York, Etats-Unis d'Amérique

M. Teiichi Sato (Japon)
Conseiller spécial auprès du Ministre de l'éducation, des sciences, des sports et de la culture, Tokyo, Japon

M. Tuomas Takala (Finlande)
Professeur, Département d'éducation, Université de Tampere, Tampere, Finlande

M. Michel Vernières (France)
Professeur, Laboratoire d'économie sociale, Université de Paris I, Paris, France